



Rebonds

Le PS ne pourra gagner que lorsqu'il aura cessé de faire du marché un épouvantail.

Sortir de l'idéologie de préau

Par Zaki LAÏDI

QUOTIDIEN : Vendredi 25 août 2006 - 06:00

Zaki LAÏDI chercheur au Ceri (Sciences-Po).

Ouvrage à paraître: Gauche 2007 (avec Gérard Grumberg).

Il faut le dire : le projet 2007 du Parti socialiste n'est pas pleinement satisfaisant. Il s'apparente à un catalogue de ce qu'on pourrait appeler les lieux communs de la gauche. Son seul avantage, d'un point de vue électoral, est qu'il n'a jamais été aussi proche de celui du Parti communiste. L'union de la gauche est sur ce plan en bonne voie. Mais, de deux choses l'une : soit la gauche gagnera et s'émancipera très largement de ce programme mal inspiré ; soit elle perdra et devra forcément le remettre profondément en cause.

En réalité, le fond du problème est éminemment politique et idéologique. La gauche ne pourra sérieusement affronter le monde de demain qu'en se modernisant, c'est-à-dire en faisant ce que tous les autres partis de la gauche européenne ont fait : penser le monde du XXIe siècle avec les outils du même siècle.

Pour cela, il faudrait à la gauche intégrer trois éléments.

1. La gauche doit cesser de ramener les problèmes de la France aux ravages de la mondialisation néolibérale. Cette idéologie de préau permet des effets de manche électoraux. Mais elle est totalement inopérante. La France souffre avant tout de l'inadéquation de sa culture politique au monde d'aujourd'hui. Par traits de la culture politique, il faut entendre l'ensemble des représentations qui fondent l'action publique en France : le volontarisme étatique mal pensé, le malthusianisme social, l'universalisme abstrait, la dévalorisation des médiations sociales, la méfiance profonde vis-à-vis des mécanismes de marché. Ces traits sont communs à la droite comme à la gauche, mais ils ont tendance à se renforcer à gauche à mesure que l'évolution du monde contrarie sa vision historique. Tant que la gauche n'effectuera pas un travail sur soi pour évaluer dans sa culture politique ce qui la bride, elle restera prisonnière de ce que les psychanalystes appellent l'évitement. On renvoie tout à un affrontement gauche-droite alors que tous les élus socialistes de terrain savent que le clivage existe, mais qu'il est de moins en moins structurant. Il est, par exemple, déraisonnable de penser que le fait que 40 % de la population en âge de travailler soit sans emploi résulte d'une politique néolibérale. Cela a à voir avec le malthusianisme profond des élites françaises et à l'extraordinaire difficulté à faire pénétrer en France y compris dans son administration les logiques d'incitation. De ce point de vue, les clins d'oeil appuyés au modèle danois politiquement plus correct que le modèle britannique ont quelque chose de pathétique. Car il n'y a pas de modèle aussi éloigné du modèle français que le modèle danois et cela pour des raisons qui n'ont d'ailleurs aucun caractère idéologique. Contrairement à certaines idées reçues, et qu'une certaine inculture économique amplifie, la logique assurentielle de l'indemnisation du chômage est plus proche du modèle américain que du modèle danois qui, lui, est totalement fiscalisé.

2. La gauche doit cesser de diaboliser comme elle le fait la mondialisation et cela pour une raison encore très simple. En agissant ainsi, elle renforce chez ses militants et ses électeurs le pessimisme social et le déficit de perspectives dont ils se plaignent à juste titre. Simplement, lorsqu'on passe son temps à dire et à répéter que le monde de demain est terrifiant par rapport à celui d'hier, et qu'on ne propose aucune solution concrète susceptible de le rendre plus acceptable, on favorise deux processus : l'idéalisation d'un passé qui ne reviendra pas et la résignation ou la révolte.

Le véritable enjeu n'est pas de diaboliser la mondialisation ou, à l'inverse, de minimiser ses dangers. Il est de valoriser systématiquement les opportunités qu'elle crée pour tous. Etre de gauche, c'est ouvrir le jeu ; c'est développer un optimisme social. Aujourd'hui, c'est exactement l'inverse que fait la gauche. Certes, la gauche peut penser ou faire penser que la montée de la précarité ou que la persistance d'un fort chômage sont le résultat de politiques néolibérales. Mais tout le monde sait y compris à gauche que cette interprétation n'est pas crédible. L'existence d'un chômage élevé et d'un sous-emploi considérable est le résultat d'un dysfonctionnement du marché du travail où la protection de ceux qui ont un emploi stable accroît la précarité de ceux qui sont en

dehors de cette protection. S'y ajoute un système de retour à l'emploi très peu performant comparé à celui de pays comme l'Australie, un code du travail effroyablement complexe, un système d'incitations inefficace car mal conçu (prime pour l'emploi), une autonomie insuffisante des partenaires sociaux face à un Etat qui a encore démontré, avec le CPE, que le volontarisme étatique peut conduire au désastre. Tout ceci n'a rien à voir avec la mondialisation et, s'il a à voir avec elle, il devrait renforcer l'idée que l'on peut agir sur elle. Il ne sert à rien de servir de grandes platitudes sur la maîtrise de la mondialisation (le programme du PS est sur ce plan assez généreux) si on ne commence pas par régler les problèmes bien français. Refuser ce chemin, c'est tout simplement renforcer la désespérance et le sentiment de dépossession, puisque, implicitement, on incite les citoyens à croire que les évolutions mondiales les dépassent. Tant que les brochures du PS destinées aux militants continueront à offrir l'image d'un monde de demain aux accents catastrophiques, les responsables du PS s'enfermeront de plus en plus dans ce discours dont ils mesurent les inconvénients. Certes, la gauche a pour fonction de se livrer à une critique sociale du capitalisme. Mais cette critique doit offrir des perspectives réalistes et crédibles teintées d'optimisme. Il faut que les citoyens aient la conviction qu'il existe des voies de sortie en dehors du retour aux Trente Glorieuses. Cela n'est bien sûr pas facile dans un parti où le conformisme idéologique est de rigueur. Allons même plus loin : osons dire que le PS est davantage menacé par le conformisme de son sabre de bois idéologique que par la déferlante du libéralisme.

3. La troisième modernisation du PS doit enfin porter sur la relation de la gauche au marché. Là encore, le chemin paraît bien long. L'idée selon laquelle le marché serait un mal dont il convient de brider les forces réputées aveugles par un surcroît de régulation publique est tout simplement une idée au mieux abstraite, au pire inefficace. Non pas parce que le bien public n'existerait pas. Bien au contraire. Plus que jamais, l'éducation, la santé, l'eau et l'environnement sont des biens publics. Mais la question de fond est de savoir si le marché peut consolider la valeur de ce bien public et non le détruire. Dans son conformisme historique, la gauche a déjà répondu par la négative. Pourtant, s'il y a bien une chose à comprendre, c'est que le marché peut aider à renforcer la valeur d'un bien public. Dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche, tout le monde sait que l'absence d'un réel marché réduit les moyens et l'apport en talents. Tout le monde sait que le marché des permis de polluer est une des solutions à la protection de l'environnement. Tout le monde sait enfin que si la protection des salariés américains face aux accidents du travail s'est améliorée, ce n'est pas parce que l'on a voté de nouvelles lois ou accru le nombre des inspecteurs du travail, mais parce que le marché de l'assurance a rendu prohibitif le risque d'accident. On pourrait multiplier les exemples et voir que le marché n'est en soi ni un bien ni un mal, mais un système d'incitations qui révèle des préférences. Il ne faut donc pas détruire ou asphyxier ce système, mais le mettre au service de préférences sociales. Autrement dit, il faut mettre le marché au service du bien public plutôt que de chercher à substituer l'un à l'autre. Dans ces conditions, le marché permet à une société de prendre la valeur des biens et, à partir de là, d'agir sur ses allocations. Il peut donc être mis au service de la lutte contre les inégalités. Prenons un exemple : celui du logement social. Il y a un trop grand nombre de personnes qui vivent dans les HLM, alors que leurs revenus ne justifient plus qu'ils en bénéficient. Ce faisant, ils privent de l'accès au logement social ceux qui en auraient réellement besoin. On est en présence d'une inégalité foncière que le marché permettrait de corriger. En effet, si on décidait de faire payer la différence entre le prix du marché et le prix acquitté à ceux qui bénéficient injustement de l'accès au logement subventionné, on dégagerait des ressources pour les bénéficiaires légitimes. Une telle démarche politiquement délicate à mettre en oeuvre serait pourtant bien plus appropriée que la mise en avant d'un bouclier logement de 25 % des revenus, dont on ne connaît pas les modalités.

Nous avons donné ici quelques illustrations de ce qu'une gauche modernisée devrait faire. L'important en la matière n'est pas tant de changer de programme que de raisonner différemment sans craindre que tout éloignement des Saintes Ecritures (la Vulgate) nous condamne au purgatoire. Au regard de l'histoire longue du PS, ce changement paraît improbable. Mais au regard de certains développements récents et inattendus, il n'est peut-être plus totalement impossible.

<http://www.liberation.fr/opinions/rebonds/200340.FR.php>

© Libération